

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 22/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AUCHAN**

57 Bd Romain Rolland  
13010 Marseille

Références : D-2024-1458  
Code AIOT : 0006402656

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2024 dans l'établissement AUCHAN implanté 57 Av Romain Rolland 13010 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUCHAN
- 57 Av Romain Rolland 13010 Marseille
- Code AIOT : 0006402656
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Auchan est une multinationale française de grande distribution, fondée par Gérard Mulliez en 1961 et gérée par l'Association familiale Mulliez. Parmi les sites exploités par le groupe se trouve la grande surface "Auchan Hypermarché Marseille St-Loup" sise au Cc, 13010 Marseille disposant d'une station-service.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

- Situation administrative
- Etat des stocks de liquides inflammables

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Autre du 16/10/2007, article L.511-9 du Code de l'Environnement	Demande de justificatif à l'exploitant	21 jours
3	Risque Electrique et mise à la terre	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	21 jours
4	Risque Incendie - Appareils de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.8	Demande de justificatif à l'exploitant	21 jours
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.12	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	21 jours
6	Etat des stocks de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	21 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Risque Incendie - accessibilité du site	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection inopinée du 21/10/2024 n'a pas permis à l'inspection des installations classées de contrôler l'intégralité des points de contrôle de par le manque de personnel sur site capable de répondre aux questions. Le contrôle de la station-service a permis de révéler la non-conformité des stocks de produits absorbants qui sont mal protégés des intempéries (certains dépôts sont recouverts d'eau à la suite d'intempéries la veille). Il est proposé par l'inspection des installations classées au Préfet des Bouches-du-Rhône de fournir un délai de 21 jours à l'exploitant afin de fournir les éléments prouvant la conformité de sa station-service sur les points de contrôle où il n'a pas été en mesure de répondre lors de la visite d'inspection. Il est également proposé une lettre de suite avec un délai de 21 jours pour la mise en conformité des stocks de produits absorbants.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 16/10/2007, article L.511-9 du Code de l'Environnement
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>
1435 - Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.
Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :

<p>1. Supérieur à 20 000 m<sup>3</sup> - E</p> <p>23. Supérieur à 100 m<sup>3</sup> d'essence ou 500 m<sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup> - DC</p> <p>Nota. - Les débits sont exprimés pour une température de gaz de 273,15 K à une pression de 101,325 kPa.</p> <p>Essence : tout dérivé du pétrole, avec ou sans additif d'une pression de vapeur saturante à 20° C de 13 kPa ou plus, destiné à être utilisé comme carburant pour les véhicules à moteur, exceptés le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et les carburants pour l'aviation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les volumes de carburants écoulés pendant l'année 2023.</p> <p>En fonction des rubriques auxquelles il est soumis, il régularise sa situation administrative en vertu du code de l'environnement en déposant un porter à connaissance adressé au préfet qui justifie les changements apportés sur l'autorisation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le volume de carburant qu'il a distribué en 2023 sous un délai de 21 jours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 21 jours</p>

## N° 2 : Risque Incendie - accessibilité du site

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité du site</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La station-service dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>On entend par accès à la station-service une ouverture reliant la voie publique et l'intérieur du site, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de la station-service stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Pour les installations de distribution de liquides inflammables situées dans un local partiellement ou totalement clos, et possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, une « voie échelle » permet d'accéder à des ouvertures.</p>

<p>La voie échelle est facilement accessible depuis l'extérieur de la station-service. Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie échelle respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</li> <li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 11 mètres est maintenu et une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li> <li>- aucun obstacle aérien ne gêne la manoeuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;</li> <li>- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieur à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;</li> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 KN avec un maximum de 90 KN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance minimale au poinçonnement de 80 N/cm<sup>2</sup>.</li> </ul> <p>Les ouvertures prévues à l'alinéa 4 du présent point permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant de voie échelle et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La station-service dispose des accès nécessaires reliant la voie publique et l'intérieur du site, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours. La station-service est en extérieur, elle dispose de plusieurs accès sur la voie publique, dont un accès direct sur le boulevard des Grands Pins.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Risque Electrique et mise à la terre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipement électrique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément à la norme NF C15-100, version décembre 2002, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.</p> <p>L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manoeuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an.</p> <p>La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation.</p>



Lorsque l'installation est exploitée en libre-service sans surveillance, le dispositif de coupure générale ci-dessus prescrit est manœuvrable à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie.

Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de liquides inflammables ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques sont reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons présente une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre sera inférieure à 10 ohms.

Dans le cas d'une installation en libre-service sans surveillance, le déclenchement des alarmes et systèmes de détection précités, la mise en service du dispositif automatique d'extinction ainsi que la manœuvre du dispositif de coupure générale sont retransmis afin d'aviser un responsable nommément désigné.

Dans les parties de l'installation se trouvant dans des zones susceptibles d'être à l'origine d'explosions, les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables en atmosphère explosive.

Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues et vérifiées.

Il n'a pas été en mesure de fournir les éléments démontrant la conformité de la mise à la terre des différents équipements métalliques présents sur son site conformément à la norme NF C15-100.

Il a présenté le tableau électrique ainsi que son dispositif de coupure générale permettant de couper l'ensemble du circuit électrique.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées dans un délai de 21 jours les éléments :

- justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues et vérifiées.
- démontrant la conformité de la mise à la terre des différents équipements métalliques présents sur son site conformément à la norme NF C15-100
- démontrant que la coupure générale électrique n'interrompt pas les éclairages de secours

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 21 jours

#### **N° 4 : Risque Incendie - Appareils de distribution**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.8

**Thème(s) :** Risques accidentels, Appareils de distribution

**Prescription contrôlée :**

Les pistes, lorsqu'elles existent, et les aires de stationnement des véhicules en attente de distribution sont disposées de telle façon que les véhicules puissent évoluer en marche avant et puissent évacuer en marche avant desdits appareils de distribution. Les pistes et les voies d'accès ne sont pas en impasse.

Les appareils de distribution sont ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.

Dans le cas de paiement par billets, toutes dispositions sont prises pour que les actes de malveillance éventuels n'aient pas de conséquences sur les appareils de distribution.

L'habillage des parties de l'appareil de distribution où interviennent les liquides inflammables (unités de filtration, de pompage, de dégazage, etc.) est en matériaux de catégorie A1.

Les parties intérieures de la carrosserie de l'appareil de distribution sont ventilées de manière à éviter toute accumulation des vapeurs des liquides distribués.

La partie de l'appareil de distribution où peuvent être implantés des matériels électriques ou électroniques non de sûreté, constitue un compartiment distinct de la partie où interviennent les liquides inflammables. Ce compartiment est séparé de la partie où les liquides inflammables sont présents par une cloison étanche aux vapeurs d'hydrocarbures, ou par un espace ventilé assurant une dilution continue, de manière à le rendre inaccessible aux vapeurs d'hydrocarbure ou empêcher leur accumulation.

Les appareils de distribution sont installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté. Toutes dispositions sont prises pour que les égouttures sous les appareils de distribution n'entraînent pas de pollution du sol ou de l'eau.

Lorsque l'appareil est alimenté par une canalisation fonctionnant en refoulement, l'installation est équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

Pour les installations en libre-service sans surveillance, le volume délivré par opération par les appareils de distribution en libre-service sans surveillance est limité à 120 litres de liquides inflammables de « la catégorie B » et à l'équivalent pour les autres catégories, exception faite toutefois des installations dont l'accès est réservé aux personnes formées à cet effet.

**Constats :**

Les pistes sont disposées de telle façon que les véhicules puissent évoluer en marche avant et puissent évacuer en marche avant desdits appareils de distribution. Les pistes et les voies d'accès ne sont pas en impasse.

Les appareils de distribution sont ancrés et protégés contre les heurts de véhicule au moyen d'îlots de 0,15 mètres de hauteur. De plus, les appareils de distribution sont situés derrière les pylônes de soutien de l'auvent de la station.

La zone de paiement en liquide est éloignée des appareils de distribution, réduisant les conséquences potentielles en cas d'acte de malveillance.

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection des installations classées la preuve que

l'habillage des parties des appareils de distribution où interviennent les liquides inflammables (unités de filtration, de pompage, de dégazage, etc.) sont en matériaux de catégorie A1 ni que les parties intérieures de la carrosserie des appareils de distribution sont ventilées de manière à éviter toute accumulation des vapeurs des liquides distribués.

L'exploitant n'a pas été en mesure de nous indiquer si les appareils de distribution sont alimentés par une canalisation en refoulement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées la preuve que :

- l'habillage des parties des appareils de distribution où interviennent les liquides inflammables (unités de filtration, de pompage, de dégazage, etc.) sont en matériaux de catégorie A1 ;
- les parties intérieures de la carrosserie des appareils de distribution sont ventilées de manière à éviter toute accumulation des vapeurs des liquides distribués ;
- la partie de l'appareil de distribution où sont implantés des matériels électriques / électroniques non de sûreté, constitue un compartiment distinct de la partie où interviennent les liquides inflammables et que ce compartiment est séparé de la partie où les liquides inflammables par une cloison étanche aux vapeurs d'hydrocarbures, ou par un espace ventilé assurant une dilution continue ;
- les appareils de distribution sont installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté ;
- toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que les égouttures sous les appareils de distribution n'entraînent pas de pollution du sol ou de l'eau ;
- les appareils de distribution sont équipés d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur (si les appareils de distribution sont bien alimentés par une canalisation en refoulement) ;
- le volume délivré par opération par les appareils de distribution en libre-service sans surveillance est limité à 120 litres de liquides inflammables de « la catégorie B » et à l'équivalent pour les autres catégories.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 21 jours

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :

- de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure pendant au moins deux heures ; la pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars.



Le complément éventuel peut être apporté par une ou plusieurs réserves d'eau propre au site, accessible en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves ont une capacité minimale réellement utilisable de 120 mètres cubes. Elles sont dotées de plates-formes d'aspiration par tranche de 120 mètres cubes de capacité « . »

« Les appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) et les réserves d'eau complémentaires sont implantés en respectant les distances minimales d'implantation fixées au point B de l'article 2.1. Cette disposition est applicable pour les installations enregistrées à partir du 1er juillet 2016 : »

- d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ;
- sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ;
- d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs haut-parleurs ;
- pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B ; pour l'aviation l'extincteur est conforme aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1980 susvisé ;
- pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
- pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B ;
- pour le stockage des marchandises et le sous-sol, d'un extincteur homologué 21 A-144 B 1 ou un extincteur homologué 21 A-233 B et C ;
- pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ;
- sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale antifeu.

[...]

Les dispositifs cités ci-dessus sont en nombre suffisant et correctement répartis et, dans tous les cas, les agents d'extinction sont compatibles avec les carburants distribués y compris éthanolés. Pour les installations de distribution, les moyens de lutte contre l'incendie prescrits dans les paragraphes précédents peuvent être remplacés par des dispositifs automatiques d'extinction présentant une efficacité au moins équivalente.

Ce type de dispositifs est obligatoire pour les installations fonctionnant en libre service sans surveillance et pour les installations implantées sous immeuble habité ou occupé par des tiers.

Une commande de mise en œuvre manuelle d'accès facile double le dispositif de déclenchement automatique de défense fixe contre l'incendie. Cette commande est installée en dehors de l'aire de distribution en un endroit accessible au préposé éventuel à l'exploitation ainsi qu'à tout autre personne.

Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

L'exploitant a été en mesure de montrer la présence de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service. Il n'a pas pu fournir cependant de preuve relative au débit minimum pendant 2 heures associés à ces poteaux incendie.

L'exploitant dispose sur chaque îlot de distribution d'extincteur certifié contrôlé en 2024 ainsi que pour le local technique. Il dispose également d'un extincteur CO2 pour le tableau électrique ainsi que d'une couverture spéciale anti-feu. Pour l'aire de distribution, l'exploitant dispose de réserve de produit absorbant incombustible, cependant les réserves de produit absorbant ne sont pas toutes protégées des intempéries. Lors du contrôle, 2 des bacs de produits étaient remplis d'eau.

L'exploitant n'a pas été en mesure, lors de la visite de fournir à l'inspection des installations classées les éléments suivants démontrant la présence :

- d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ;
- sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ;
- d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs haut-parleurs ;

L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer à l'inspection des installations classées si des dispositifs automatiques d'extinction étaient présents sur le site.

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection des installations classées, conformément aux référentiels en vigueur les rapports d'entretien et de vérification annuels des dispositifs de sécurité incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est tenu de mettre en conformité ses réserves de produits absorbant et de fournir à l'inspection des installations classées la preuve du retour à la conformité sous un délai de 21 jours.

L'exploitant fournit également sous ce délai à l'inspection des installations classées les éléments suivants démontrant la présence :

- d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ;
- sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ;
- d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs haut-parleurs ;
- les rapports d'entretien et de vérification annuels des tous les dispositifs de sécurité incendie présents sur site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 21 jours

**N° 6 : Etat des stocks de liquides inflammables**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan « quantités réceptionnées - quantités délivrées » pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus,

auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks de chaque liquide inflammable présent sur son site (mesures électroniques de chaque cuve souterraine).</p> <p>Il dispose également d'un bilan « quantités réceptionnées - quantités délivrées » pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus.</p> <p>Il dispose sur site de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 4 cuves de 50 mètres cubes (2 de gazole, 1 de Sans-Plomb 95-E10 et 1 de Sans-Plomb 98) ;</li> <li>- 2 cuves de 30 mètres cubes (1 de Sans-Plomb 95 E10 et 1 de gazole) ;</li> <li>- 1 cuve de 40 mètres cubes (de E85).</li> </ul> <p>Lors de la visite, il n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées un plan général des stockages.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées un plan général des stockages de liquides inflammables sur site sous un délai de 21 jours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 21 jours